

Concours : ENM 1er concours

Epreuve : Cas pratique de Droit pénal et la Procédure pénale

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Question 1 :

Concernant la caractérisation de l'infraction d'escroquerie :

Aux termes de l'article 313-1 du Code pénal (CP), l'escroquerie se définit comme le fait soit par l'usage d'un faux nom ou d'une fausse qualité, soit par l'abus d'une qualité vraie, soit par l'emploi de manœuvres frauduleuses, de tromper une personne physique ou morale et de la déterminer ainsi, à son préjudice ou au préjudice d'un tiers, à remettre des fonds, des valeurs ou un bien quelconque, à fournir un service ou à contracter un acte opérant obligation ou décharge.

Ainsi, il convient de caractériser l'élément matériel et moral, à l'encontre de chacun des protagonistes.

L'élément matériel de l'infraction d'escroquerie doit résider dans l'emploi de mensonge (faux nom ou fausse qualité), dans l'abus d'une qualité vraie ou encore dans l'emploi de manœuvres frauduleuses.

Ainsi, l'élément matériel résulte nécessairement d'un acte positif et ne saurait résider dans le simple silence gardé (Criminelle 22 janvier 1914 ; Criminelle 18 janvier 2017)

Afin de caractériser les manœuvres frauduleuses, il ne suffit pas de constater de simples mensonges.



Les manœuvres frauduleuses peuvent en ce sens résulter d'une mise en scène -

En ce sens, la jurisprudence a admis que constitue le délit d'escroquerie par manœuvres frauduleuses, une machination est à dire la combinaison de faits, l'arrangement de stratagèmes, l'organisation de ruses, soit une mise en scène ayant pour but de détourner le crédit ou le menzonge (Criminelle 11 mai 1971).

En outre, les manœuvres doivent avoir été déterminantes de la remise - -

La remise doit être préjudiciable par la victime et consister en une remise de valeurs.

L'élément moral réside dans l'intention de déterminer la victime à se déposséder de son bien en ayant conscience de violer la loi pénale.

En outre l'article 121-1 du CP précise qu'est auteur de l'infraction la personne qui commet les faits incriminés.

En l'espèce, les trois protagonistes ont mis en œuvre une véritable mise en scène faisant intervenir un tiers pour conforter leurs manœuvres. En outre, chacun a fait l'usage d'un faux nom et d'une fausse qualité afin de déterminer les victimes à se porter acquéreurs du bien dont elles étaient dépositaires - En ce sens, la jurisprudence a pu retenir la qualification d'escroquerie dans des faits voisins relatifs à la vente de tableaux -

Ainsi, l'élément matériel demeure caractérisé par l'entente de chacun d'entraîner l'autre.

L'élément moral se déduit de la matérialité des faits. En déterminant ainsi les victimes à leur remettre des valeurs pour acquiescer les objets de valeur présentés comme de grande valeur ils ne pouvaient ignorer qu'ils violaient la loi -



Ainsi, ils encourrent à ce stade une peine de cinq ans d'emprisonnement et 375 000 € d'amende, ainsi que nombreuses autres peines complémentaires.

Concernant la circonstance aggravante de bande organisée : celle-ci doit être distinguée de l'intrication d'association de malfaiteurs prévue à l'article 450-1 du CP.

L'article 132-71 du CP définit la bande organisée comme tout groupement formé ou toute entente établie en vue de la préparation, caractérisée par un ou plusieurs faits matériels, d'une ou de plusieurs infractions.

Au regard de cette définition très succincte il convient de s'appuyer sur d'autres éléments.

En ce sens, la Convention de Palerme relative à la criminalité organisée adoptée par le Nations Unis le 15 novembre 2000 et ratifiée par la France, définit la bande organisée comme "tout groupe structuré de trois personnes ou plus existant depuis un certain temps et agissant de concert dans le but de commettre une ou plusieurs infractions graves, par en tier directement ou indirectement un avantage financier ou matériel".

Le Conseil Constitutionnel a quant à lui rappelé que la bande organisée se distingue de la simple réunion de la simple coaction (DC 2 mars 2004).

Enfin la Cour de cassation a rappelé que la bande organisée suppose la préméditation ainsi qu'une organisation structurée entre ses membres (Crim. 8 juillet 2015, Crim. 11 janvier 2017).

En l'espèce, il ressort de l'énonciation des faits que le groupe se constitue d'au moins trois individus, qu'ils étaient organisés et parfaitement structurés, chacun ayant un rôle déterminé - L'existence de multiples victimes, le montant du préjudice laissent apparaître que l'organisation était constituée depuis un certain temps.

Dès lors, l'infraction d'escroquerie en bande organisée apparaît pleinement caractérisée.

Ils encourrent dès lors dix ans d'emprisonnement et 1 000 000 € d'amende conformément à l'article 313-2 5<sup>e</sup> du CP.

## Question 2

Aux termes de l'article 113-2 du CP, la loi pénale française s'applique aux infractions commises sur le territoire de la République -

Par ailleurs, la compétence de la loi pénale française peut être étendue dans plusieurs hypothèses.

L'article 113-7 du CP prévoit une extension de compétence personnelle dite passive -

En effet, la loi française s'applique à tout délit ou crime peiné d'emprisonnement commis par un français ou un étranger hors du territoire de la République lorsque la victime est française -

En l'espèce, N. Lenoir apparaît comme l'une des victimes - Par ailleurs, rien n'est précisé dans l'énoncé des faits quant à sa nationalité.

en son deuxième alinéa

L'article 113-6 du CP dispose que la loi pénale française s'applique aux délits commis par un français hors du territoire de la République si les faits sont punis par la législation du pays où ils ont été commis -

N°

4.18



Concours : ENM 1er concours

Epreuve : Cas pratique de droit pénal et la procédure pénale

## CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Pour autant, ce cas d'extension de compétence suppose la réunion de plusieurs conditions.

L'article 113-8 du CP dispose que la poursuite des délits en cas de compétence personnelle active ne peut être exercée qu'à la requête du ministère public. Elle doit en outre être précédée d'une plainte de la victime ou de ses ayants-droit ou bien d'une dénonciation officielle par l'autorité du pays où le fait a été commis.

En outre, l'auteur des faits ne doit pas avoir fait l'objet d'un jugement définitif à l'étranger pour les mêmes faits (article 113-9 du CP).

En l'espèce, Mme Bernard est poursuivie par le délit de blanchiment. Elle est de nationalité française.

Le délit a été commis en Espagne, pays membre de l'Union européenne, partie à la Convention relative au blanchiment, au pistage, à la saisie et à la confiscation des avoirs criminels du 8 novembre 1990, qui réprime nécessairement l'infraction de blanchiment.

En outre, rien ne laisse apparaître que celle-ci ait fait l'objet d'une condamnation définitive pour les mêmes faits. Sous réserve que la victime porte plainte et que les poursuites soient exercées à la requête du ministère public, le droit pénal français sera compétent.

À l'égard du principe d'unité existant entre la compétence de la loi pénale française et celle de la juridiction française, les tribunaux français



seront dès lors compétents pour connaître de ce infraction.

Enfin, si Mme Bernard a utilisé un réseau de communication électronique par lequel le délit de blanchiment au préjudice de victimes réside en France, la loi pénale française pourra également trouver application (article 113-2-1 du CP issu de la loi du 3 jan 2016).

### Question 3 :

L'article 324-1 du CP définit l'infraction de blanchiment comme le fait de faciliter par tout moyen, la justification mensongère de l'origine des biens ou des revenus de l'auteur d'un crime ou d'un délit ayant procuré à celle-ci un profit direct ou indirect.

De même, l'infraction de blanchiment peut résider dans le fait d'apporter un concours à une opération de placement, de dissimulation ou de conversion de produit direct ou indirect d'un crime ou d'un délit.

Dans un arrêt rendu le 20 février 2008, la Chambre criminelle a reconnu, qu'après avoir contourné l'arrêt de la Commission des infractions fiscales, la poursuite de l'infraction de blanchiment n'impose pas que des poursuites aient été préalablement engagées ni même qu'une condamnation ait été prononcée du chef du crime ou du délit ayant permis d'obtenir les sommes d'argent blanchies.

Dès lors il suffit aux juges d'établir les éléments constitutifs de l'infraction principale ayant procuré les sommes litigieuses. Ainsi le délit de blanchiment apparaît comme une infraction générale, distincte et autonome.

En ce sens, la jurisprudence semble se contenter de la caractérisation de l'existence d'un fait principal punissable, comme en matière de complicité depuis l'arrêt du 8 janvier 2003 (Crim. 8 janvier 2003).



Surtout, la loi du 6 décembre 2013 relative à la lutte contre la fraude fiscale et la grande délinquance économique et financière, validée par le Conseil constitutionnel (DC 2013-679 du 4 décembre 2013) a entendu faciliter la poursuite des infractions de blanchiment en instituant une présomption de culpabilité à l'article 324-1-1 du CP.

Ainsi, les biens et les revenus sont présumés être le produit direct ou indirect d'un crime ou d'un délit dès lors que les conditions matérielles, juridiques ou financières de l'opération de placement, de dissimulation ou de conversion ne peuvent avoir d'autre justification que de dissimuler l'origine ou le bénéficiaire effectif de ces biens ou revenus. Cette présomption ainsi posée opère un renversement de la charge de la preuve qui repose sur l'auteur présumé des faits.

Ainsi, l'examen auquel doit se livrer le juge apparaît facilité.

Au regard de la jurisprudence ainsi relevée, il n'apparaît pas nécessaire que l'infraction principale dont découle l'infraction de blanchiment soit poursuivie ni même expressément de l'être au regard de l'acquisition de la prescription de l'action publique.

Il devra ainsi caractériser l'élément constitutif de l'infraction principale.

En outre, Nadane Bernard n'apparaît pas en même temps les propos tenant à l'existence d'une activité commerciale de marchand de tapis.

S'agissant de sommes conséquentes (plus de 750 000 €) et d'opérations douteuses, il apparaît que l'origine de fonds demeure douteuse et semble être le produit d'une infraction qu'il conviendra de déterminer.



## Question 4

Le principe d'individualisation des peines impose au juge de motiver sa décision lorsqu'il envisage de prononcer une peine d'emprisonnement ferme.

En effet, l'article 132-19 du CP dispose, en son alinéa 2 qu'en matière correctionnelle, une peine d'emprisonnement sans sursis ne peut être prononcée qu'en dernier recours, dès lors que de l'infraction et la personnalité de son auteur rendent la peine nécessaire et si toute autre sanction est manifestement inadéquate.

En outre, s'il décide de ne pas aménager la peine d'emprisonnement, il devra nécessairement motiver sa décision.

De même s'il envisage de décerner un mandat de dépôt, celui-ci devra le motiver de manière spéciale (article 465 du CPP.)

Il devra ainsi justifier que cette peine apparaît nécessaire au regard des circonstances de l'infraction (blanchiment).

en fonction de la personnalité de l'auteur, de sa situation matérielle, familiale et sociale conformément à l'article 132-1 du CP. En effet, toute peine doit nécessairement être individualisée.

La peine a en effet pour fonction d'assurer la protection de la société, de prévenir la commission de nouvelles infractions et de restaurer l'équilibre social. Ainsi, la peine doit favoriser l'amendement, l'insertion et la réinsertion.

Ainsi, le juge devra démontrer qu'aucune autre peine alternative à l'emprisonnement n'apparaît plus adéquate au regard de sa personnalité (éventuellement du risque de récidive) ou de sa situation. (Crim 14 décembre 1996)